



Compte rendu du débat

« Après Habitat III, quel développement urbain des villes africaines : approche locale versus modèle international ? »

mercredi 15 novembre 2017
A l'EIVP, 80 Rue Rebeval, 75019 Paris

Débat animé par **Benjamin Michelin**, président de AdP Villes en Développement, professeur associé à l'École d'Urbanisme de Paris et chef de projets à Groupe Huit, avec **Jérôme Chenal**, architecte urbaniste, directeur de la CEAT à l'École polytechnique fédérale de Lausanne, chroniqueur au Monde Afrique et **Xavier Crépin**, architecte urbaniste, professeur à Sciences Po Rennes.

Benjamin Michelin (BM) : Bonjour à tous. Je vous remercie de votre présence, si nombreux pour cette soirée de débat qui s'annonce passionnante. Je souhaitais tout d'abord remercier chaleureusement l'École des Ingénieurs de la Ville de Paris (EIVP) pour avoir accepté de recevoir cet événement. Je salue tout particulièrement la présence de son directeur scientifique, Youssef Diab, qui est un ami et un membre fidèle de notre association. Le débat de ce soir est un moment important pour nous. L'un des objectifs de notre association AdP Villes en Développement a en effet comme d'animer le débat sur les villes en développement et profite de toutes les occasions pour mettre ce thème à l'honneur.

Lors d'un entretien récent au journal le Monde Afrique, Jérôme Chenal déclarait : « *On essaie de vendre aux Africains un concept de ville élaboré dans les conférences internationales* ». Cette affirmation, provocatrice et réaliste, posait la question de l'articulation entre une approche contextuelle prenant en compte les spécificités du territoire et une approche a-territoriale défendant des grands principes de développement partout dans le monde.

Pour traiter de cette question de planification, mais aussi des engagements pris lors des événements internationaux, parmi lesquels la conférence Habitat III ou encore la COP 21, il a nous a semblé important d'organiser ce débat réunissant deux personnalités aux parcours différents, mais complémentaires.

Le premier débateur est Xavier Crépin, architecte et urbaniste qui totalise une expérience de plus de 25 ans autour des questions urbaines en Afrique que ce soit au Bénin (où il a travaillé à la SERHAU), à Kinshasa ou encore Brazzaville ou encore à Paris avec la direction de l'ISTED (Institut des Sciences et des Techniques de l'Équipement et de l'Environnement pour le Développement). Aujourd'hui, vice-président d'ADP Villes en Développement, professeur à Sciences Po Rennes. Le second est Jérôme Chenal, architecte urbaniste, directeur de la CEAT à l'École polytechnique fédérale de Lausanne et chroniqueur au Monde Afrique. Au-delà de ses expériences dans les villes africaines, il est connu

pour son MOOC (Massive Open Online Course) sur les villes africaines qui est largement visionné sur le continent.

Les expériences de nos deux intervenants permettront de croiser les regards pour mettre en tension la vision globale proposée par les conférences internationales, défendant des principes généraux de développement pour les villes du Sud, et la pratique locale du développement des villes du Sud, prenant en compte les spécificités des contextes locaux.

Alors, pour démarrer ce débat, voici la première question que je vous propose : *quelle serait votre définition de la ville africaine ou la ville en Afrique ?*

Jérôme Chenal (JC) : Il n'y a pas vraiment une seule réponse à cette question... Il y a en effet le débat sur l'appellation : doit-on parler de villes africaines ou de villes en Afrique, tant la diversité est grande ? Ceci ne résout en rien la complexité de la définition. Pour définir la ville africaine, on pourrait prendre la question de la densité de population par rapport à la densité du bâti. On peut également envisager les limites de la ville qui sont sans cesse repoussées. On peut prendre la ville perçue, telle que le souhaiteraient les sociologues. Tout ceci ne nous aide pas beaucoup à définir ce qu'est cette ville africaine ! Au final, ce qui pourrait correspondre, c'est une image spécifique.

Xavier Crépin (XC) : Tout d'abord, je voudrais me réjouir de voir un public aussi nombreux pour ce débat sur les villes et sur l'Afrique. C'est important pour AdP de voir cette adhésion et cet intérêt pour cette question. Ce sujet est revenu au cœur de l'actualité avec la publication cet été d'articles dans Le Monde Afrique. Il suscite l'intérêt des acteurs économiques qui y voient un lieu de développement de leurs activités. Il faut d'ailleurs signaler, comme je l'ai appris récemment, que l'Afrique est inscrite pour les épreuves du CAPES des trois prochaines années !

Alors, pour répondre à la question, il me semble que la ville africaine, c'est ce qui résulte de la perception des Africains eux-mêmes. C'est ce que les Kinois, les Dakarois se représentent et le sens qu'il donne au territoire urbain. La ville africaine, c'est une identité. Et cette identité se traduit dans la culture : la musique, la peinture, la mode...

JC. : Mais, à ce moment, il n'y a pas de spécificités à la ville africaine. C'est une ville qui se décline dans tous les pays africains. Une ville africaine ne se distingue pas d'une ville européenne.

XC. : Oui, j'assume cette vision. Il n'y a pas de différence : c'est de l'urbain et les villes en développement sont des villes comme les autres. Il y a une façon de vivre la ville qui n'est pas spécifique. C'est un phénomène global.

BM : Si on parle de cette ville que vous venez de définir, quel serait le bilan des dernières décennies en termes de développement des villes africaines ? Est-on sorti d'une vision colonialiste du développement urbain ? La production urbaine a-t-elle apporté des méthodes, des solutions pour la suite ?

JC. : Je suis un optimiste pragmatique. J'imagine que cela va bien aller même si on doit faire face à des constats difficiles. Douala, par exemple, est une ville dont la voirie est piégée par de nombreux trous dans toutes les routes. Cela paraît remarquable de voir que les choses n'évoluent pas ! Cela fait 50 ans que l'on fait la même chose, de la même manière. Alors, même s'il faut être optimiste... on ne peut que constater que cela ne fonctionne toujours pas. Dans ce sens, il n'y a pas vraiment de réponses toutes faites aux questions : « qu'est-ce qui a changé ? », « qu'est-ce qui va changer ? ». Ce sont des vraies questions auxquelles nous n'avons pas d'éléments à donner pour être positifs. On refait sans cesse la même chose toujours un peu plus grand. Mais, comme j'ai l'habitude de dire, on cherche toujours à faire entrer un éléphant dans une boîte à chaussure. Il faudrait que l'on puisse changer de paradigme en se demandant « qu'est-ce qui va faire que cela change ? »

XC. Le processus d'urbanisation est en cours. Il n'y a pas d'équivalent dans l'histoire de l'humanité en termes de masse de néo-urbains. Cette croissance est exceptionnelle. Dans son rapport « Ouvrir les villes au monde »¹, les experts de la Banque mondiale établissent une comparaison entre le développement des villes en Afrique et de celles en Asie. Cependant, comme nous l'a fait remarquer Jean-Marie Cour, on ne parle pas de la même chose. On oublie que les villes d'Afrique sont pour la plupart très jeunes : les quartiers populaires sont en voie de construction et d'occupation, et la plupart des habitants y résident depuis moins de sept ans (voir annexe). Omettre ce facteur temps ne peut conduire qu'à des conclusions biaisées quant à l'état actuel des villes d'Afrique par rapport à celui des villes d'autres régions plus anciennement urbanisées, comme l'Asie.

En outre, et c'est mon deuxième point, il faut voir qu'une bonne partie des villes africaines se construisent selon les principes qui sont enseignés depuis des décennies : le lotissement. Les processus locaux de construction sont à l'œuvre, respectant les principes de base proposés il y a plusieurs décennies. La ville, bon an mal an, grandit progressivement avec ses lotissements. C'est un processus différencié de fabrication de la ville, moins centralisé qu'on le souhaiterait, mais qui existe.

BM : Pour autant, même s'il ne faut pas être catastrophiste, on peut tout de même se poser la question : quel modèle de ville produit-on actuellement ? Une ville pour qui ? Une ville par qui ? Une ville produite comment ?

JC. La question clé est celle des habitants et de la prise en compte de leurs aspirations. Le problème des élites africaines est qu'il y a une « envie d'ailleurs » très forte. La vision du développement urbain est totalement « hors-sol ». Il y a un problème qui est dû à cette espèce de décalage entre l'envie d'ailleurs et les réalités locales : l'envie de mettre en œuvre des modèles extérieurs. C'est par exemple l'envie d'être une ville comme Singapour, de se développer avec des tours, des grands centres d'affaires. Cependant, l'efficacité n'est pas à la hauteur des moyens. Les moyens financiers ne permettent pas d'atteindre pas le modèle.

Et la question reste entière : pour qui souhaite-t-on faire la ville ? L'exemple de l'autoroute à Dakar est intéressant. Cette autoroute est faite pour les gens qui ont des véhicules et qui ont les moyens de payer. Cela laisse une partie de la population de côté. Or, pour reprendre mon exemple, le Dakarois lambda est à la base un piéton. En construisant cette autoroute, on assiste à la fabrication d'une ville pour une petite élite qui réfléchit et qui a les moyens financiers. Pour moi, c'est très facile : je me rends à Dakar de manière ponctuelle et j'ai les moyens pour me déplacer en grosse voiture. Mais pour la majorité des gens, c'est très difficile. L'article sur les ponts de Douala² était l'illustration de ce phénomène. Un pont routier et un pont ferroviaire qui sont en construction : la place du piéton n'est pas prise en compte ! On parle encore de transports publics... mais les élites ne prennent pas ces transports publics qui sont très difficiles à supporter pour les habitants. Il convient de remettre les habitants au centre des préoccupations, au cœur des projets urbains. Il y a une distorsion entre ce que l'on fait et pour qui on le fait. La ville pour les piétons est un élément de réflexion qu'il faudrait porter. Quand on programme un train pour aller à l'aéroport, cela s'adresse à une élite : 90% de la population n'a pas les moyens de se le payer et encore moins de voyager par les airs.

XC. Je modérerais certainement un peu ces propos. À Addis Abeba, la mise en place d'un tramway constitue un exemple qui permet à la population de se déplacer. Les transports en commun constituent une réponse politique à des besoins de la population. Mais je suis d'accord avec l'idée qu'il faut remettre le piéton au centre des flux. Par ailleurs, la modernisation est un processus contre lequel il ne faut pas forcément être négatif : les villes, y compris les villes africaines, ont besoin de cette modernisation pour accueillir des touristes, des voyageurs d'affaires, mais également, de manière générale, pour faire marcher l'économie. Proposer « tout pour le peuple » n'est pas

¹ <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/25896>

² http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/06/21/de-l-art-camerounais-de-construire-cinq-ponts-au-meme-endroit_5148793_3212.html

toujours une vision de long terme. Il y a effectivement besoin d'un minimum de services de base, mais également de services de plus grandes qualités pour répondre aux attentes d'une diversité d'acteurs. L'autoroute est par exemple indispensable à ce niveau. Les transports en commun également : ce ne sont pas des éléments qui apparaissent au début d'une réflexion, mais qui font l'objet d'un certain nombre de choix dont le transport en commun n'est pas le point de départ. Il faut avoir ces différentes échelles d'analyse pour penser l'urbain.

JC. Tout à l'heure, mon propos n'était pas de contester toutes les études de déplacement urbain. Mon idée était de parler du curseur et d'entamer une réflexion plus globale pour savoir ce que l'on veut et quels indicateurs on veut changer ! Si l'on parle de la *Kigalimania* dont fait état le journal « Jeune Afrique »³, je ne suis pas vraiment un adepte. Si l'on regarde comment se fabrique aujourd'hui la ville à Kigali, on s'aperçoit que les indicateurs pris en compte, ce n'est pas la mixité, pas la cohésion des différentes couches de la société. On reprend les bonnes vieilles recettes du fonctionnalisme. On met ici le centre d'affaires, ici les bureaux, ici l'habitat... Au final, on assiste à une fragmentation spatiale et sociale. Cela, les expatriés et les gens qui m'écrivent, qui font partie de l'élite, ne le voient pas. Ils mettent en avant la sécurité, l'ordre et retrouvent ce qu'ils vivent dans toutes les villes du monde. Je pense pourtant que l'on ne s'interroge pas sur les indicateurs de ce que l'on veut mettre en place. L'indicateur de base, c'est la pauvreté, c'est le développement humain qu'il convient de prendre en compte.

En outre, au sujet de Kigali, je suis toujours un peu perplexe avec ce paradoxe que tout en cherchant à promouvoir la décentralisation, on valorise l'idée d'un homme fort qui pourrait faire changer les choses. L'élection de Kagamé, avec 98% des voix, est tout de même étonnante. Dans un autre pays, on aurait crié au coup d'État, à la manipulation. Ici, au Rwanda, on dit tout simplement : « c'est normal, c'est Kagamé ». Et l'on sait l'intérêt que Kagamé porte au développement urbain de Kigali. Tout est contrôlé. Il y a une ambiguïté entre la notion de décentralisation, de pouvoir et de compétences locales et celle du pouvoir fort qui imprime sa marque. Or, au Rwanda, comme en Suisse, la question de la régulation par le pouvoir est très prégnante dans l'espace urbain. Dans les deux pays, si les gens obéissent, ne jettent pas des papiers par terre, ce n'est pas parce que ce sont des humains plus éduqués : c'est tout simplement la peur du gendarme qui nous gouverne. Et ceci est aujourd'hui intériorisé par la population qui s'autocontrôle.

XC. La question du pouvoir et de la ville est le cœur de notre sujet. Cependant, on ne peut pas affirmer que les modèles de décentralisation développés en Europe n'ont pas de sens. Je n'opposerai pas l'idée d'un pouvoir fort et de la décentralisation. Il n'y a, à mes yeux, pas de dichotomie entre un pouvoir fort et la capacité d'agir. En Chine, la mainmise du pouvoir central est importante, mais la décentralisation est forte et le poids des responsables locaux leur permet de mettre en œuvre des actions locales.

BM : *Croissance urbaine, bonne gouvernance, changement climatique, développement économique, quels seront, d'après vous, les grands enjeux pour les villes africaines de demain ? Et face à ces enjeux, les Conférences internationales (et le Nouvel Agenda Urbain adopté à Quito) sont-elles à la hauteur ? Les États, du Sud et du Nord, ont-ils pris conscience des enjeux ?*

XC. Si l'on prend le Nouvel Agenda Urbain⁴, c'est un texte touffu qui comporte tout ce qui est nécessaire pour faire avancer le développement urbain. C'est une bonne chose, une bonne nouvelle d'avoir ce document qui fixe un cadre pour les politiques urbaines nationales et locales, des normes internationales pour guider l'action. Quand on parle de normes internationales, de quoi parle-t-on ? Dans le NAU, il y a un rappel des 3 lignes directrices : la cohésion sociale, la promotion des

³ <http://www.jeuneafrique.com/mag/489433/politique/rwanda-sur-quoi-repose-la-kigalimania/>

⁴ <http://habitat3.org/wp-content/uploads/NUA-French.pdf>

économies urbaines inclusives et durables, et la préservation de l'environnement. Ce document reprend notamment les lignes directrices développées précédemment : celles sur la décentralisation (2007) et celles liées aux accès aux services de base (2009)⁵, celles sur la planification urbaine⁶ (2015).

Le deuxième niveau des lignes directrices est celui des banques de développement telles que la Banque mondiale, l'Agence Française de Développement, la Banque africaine de Développement,... C'est notamment la vision développée dans le document relatif à l'ouverture des villes africaines. Ce document est critiqué par Jean-Marie Cour qui pense impossible cette ouverture au monde pour des villes avec une croissance aussi importante. Les banques de développement proposent des éléments de réflexions sur l'avenir des villes qu'elles promeuvent à travers leurs programmes. Elles ont un apport important, car elles investissent un argent considérable dans le développement urbain.

La troisième catégorie est celle des investissements internationaux, des grands opérateurs privés : les grands groupes qui financent la ville et son développement. Ils sont les premiers à se positionner sur les innovations, comme c'est le cas par exemple des écocités, des villes intelligentes. Ils essaient d'être à la pointe des tendances pour favoriser et l'investissement et le retour sur l'investissement face à des sommes d'argent considérables engagées sur du moyen long terme.

JC. On peut effectivement être d'accord sur ces grands principes. On va être tous d'accord quand on parle de ces grandes tendances, de ces grandes aspirations... Mais cela demande un travail pour rendre tout cela opérationnel. La question du patrimoine et de sa conception est de ce point de vue symptomatique d'une absence de vision commune. Moi, quand je vois des anciens bâtiments qui symbolisent une période historique, date d'une époque précise, j'ai envie de valoriser sa protection. Ils sont datés et spatialisés. Mais ce n'est pas le point de vue de mes interlocuteurs locaux. Les habitants préfèrent détruire pour reconstruire : l'attachement au bâti et sa mise en valeur n'est pas le même pour tous. Si les gens ne comprennent pas cette valeur, qui doit décider pour imposer sa protection. C'est la même question pour les services de base, pour la mobilité... On a des injonctions qui unifient la pensée sur la planète. Il y a une globalisation de la pensée urbaine. Or, il conviendrait de la réinterroger localement. Par exemple, le concept de la ville compacte ne peut pas s'imposer uniformément : il faut adapter ce concept en fonction du climat, en fonction de la forme urbaine... La réponse ne peut pas être la même sur toutes les latitudes du continent.

En outre, la question du financement se pose : à Lausanne, il y a un budget d'investissement de 13000 euros par habitant et par an. Dans bien des villes africaines, il n'y a même pas un euro par habitant et par an. Nous devons donc développer des outils qui doivent s'adapter aux réalités locales. On est bien loin encore de ce genre de choses.

XC. Les mots ont un sens. Par exemple, la question de la ville durable se pose effectivement en des termes différents selon les latitudes. On ne peut pas confondre verticalité et densité. Ce n'est pas des concepts liés. La densité est très forte dans bien des quartiers africains. Elle est supérieure parfois à 800 habitants à l'hectare. Pour autant, on ne parle pas de verticalité. Mais il est nécessaire de traiter les questions importantes pour que les habitants puissent avoir aux services essentiels.

La question du patrimoine se pose de manière identique : la création de l'École du Patrimoine africain à Porto-Novo a été l'occasion de donner du sens à cette notion de patrimoine⁷. Ce n'est plus seulement quelque chose de vue comme du bâti : à Porto-Novo, la ville grouille d'espaces réservés aux fétiches par exemple. Le vaudou imprègne la ville et donne une nouvelle dimension à la question

⁵ <https://unhabitat.org/books/lignes-directrices-internationales-sur-l'accès-aux-services-de-base-pour-tous-international-guidelines-on-decentralization-and-access-to-basic-services-for-all/>

⁶ <https://unhabitat.org/books/lignes-directrices-internationales-sur-la-planification-urbaine-et-territoriale/>

⁷ Voir à ce sujet le numéro du Bulletin Villes en Développement sur ce thème, n°107 : <https://www.ville-developpement.org/bulletins-villes-en-developpement/bulletin-n-107-octobre-2017-patrimoine-et-developpement-durable>

du patrimoine. C'est une approche fondamentale de la question qui permet de ne pas rentrer dans une vision uniforme. Cependant, cela demande de prendre le temps de définir ce sur quoi l'on s'accorde.

BM : je vous remercie pour ces réponses, ce débat riche d'idées. Je vous propose maintenant d'ouvrir le débat à la salle pour permettre aux personnes de l'assistance d'apporter leurs témoignages, de poser leurs questions et de pouvoir écouter vos réponses.

Louis Lhopital, urbaniste, consultant : Je vous remercie pour ces échanges très riches. Cependant, je voulais revenir sur la définition de la ville et de son évolution. Dans la gestion urbaine actuelle, si l'on ne prend pas en compte la mesure de la gestion urbaine, du début du peuplement, de l'évolution du processus massif d'urbanisation avec une croissance urbaine très importante, nous n'arriverons pas répondre aux défis actuels. Autant je suis d'accord pour dire ce qu'est la ville : la ville, c'est un espace de liberté, de valeur partagé sur l'ouverture au monde. Autant je souhaiterais que l'on prenne mieux en compte et que l'on resitue les dynamiques actuelles. Ce qui me paraît important, c'est d'éviter de tomber dans un modèle passéiste, normatif et rigide. Ceci n'est plus adapté au nouveau modèle, celui de l'urbanisation de masse.

Daniele Baris, architecte-urbaniste, consultante : Je voulais juste avoir votre sentiment sur le parallèle que l'on pourrait faire entre l'évolution des villes africaines et ce que l'on a pu observer en Chine. Quel est l'apport du modèle d'urbanisation chinois ?

Amélie Essesse, architecte et experte en patrimoine : Les histoires des villes africaines sont toutes différentes. La question de la fabrication, de l'histoire et des processus de production est importante. À Douala, par exemple, la question des chefs de quartier est importante. Comment prendre en compte véritablement la population et ces habitants, chefs de quartier dans la production de la ville ?

Par ailleurs, rien n'est dit sur les villes secondaires. Or, elles sont différentes et recèlent d'histoires particulières. Il faudrait proposer des réponses spécifiques pour ces territoires urbains certainement moins importants que les villes capitales.

Enfin, de Djibouti à N'Djaména, la ville africaine est multiple, l'Afrique est grande. Il faut faire attention à ne pas calquer les choses d'un pays à l'autre, d'une ville à l'autre. Chaque ville a sa spécificité.

JC : Je suis d'accord sur la participation des acteurs locaux et la place des chefs traditionnels. Cependant, nous avons le chevauchement de deux systèmes de production de l'urbain : le système traditionnel et l'administration locale. Peut-on revenir à l'organisation de la chefferie traditionnelle locale ? Je ne vois pas bien où cela peut mener.

XC : Pour ma part, je ne suis pas du tout d'accord. Il y avait à Kinshasa quand je suis arrivé dans les années 70, un seul architecte congolais. Maintenant, la profession s'est développée. Il y a beaucoup plus d'urbanistes et d'architectes créatifs.

Par ailleurs, on ne peut pas comparer le processus africain avec le processus chinois : ce n'est pas la même échelle, pas les mêmes enjeux et le même processus historique.

Vanessa Lacey, urbaniste, RATP Dev : Je voulais évoquer tout d'abord la question de la formation. J'ai été formé en France et je me pose la question de savoir comment à travers notre formation « européenne » on arrive à changer le paradigme.

Ma seconde question porte sur le développement urbain et le modèle que l'on peut proposer : « comment peut-on mettre en adéquation la croissance économique, le développement d'une ville

« moderne », et répondre aux besoins d'une population vivant en majorité dans les quartiers précaires ?

Eric Huybrechts, urbaniste, Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile de France : Xavier Crépin parlait des lotissements tout à l'heure. Ma remarque consiste à questionner l'intégration dans la planification urbaine la dynamique de la production informelle de la ville. Celle-ci produit la moitié de la ville et les urbanistes ne s'y intéressent que dans le cadre d'un urbanisme de rattrapage (réhabilitation des quartiers informels). Le plus grand défi des urbanistes du 21ème siècle est d'inventer de nouvelles formes de planification urbaine qui offre l'espace nécessaire et organisé pour intégrer l'autoproduction de la ville dite informelle. Il s'agit bien d'anticiper sur la production future des quartiers informels, dont UN Habitat annonce un doublement en 20 ans pour y accueillir 1 milliard d'habitants supplémentaires.

Daniele Diwouta Kotto, architecte, Cabinet d'Architecture Diwouta : je suis très étonné par ce que j'entends. On parle beaucoup de globalisation de la ville, de paradigmes mondiaux. Il me semble qu'il y a un décalage entre les études et la réalité. On peut se poser la question de savoir qui a le pouvoir de faire la ville : les experts internationaux proposent une vision décalée. Il y a un décrochage entre la ville théorique et la ville réelle.

Dans le même sens, je pense que l'on parle de limites de la ville... or, elles changent sans cesse. Nous parlons déjà de la ville d'hier. Les évolutions sur le terrain sont nombreuses et rapides.

Matthieu Floret, Politiste et urbanologue : Je m'interroge tout d'abord. Nous parlons des villes en Afrique et nous n'avons pas d'Africains. Vous êtes trois Européens à la table qui parlent au nom des Africains. Cette remarque est liée également à des observations faites lors de la conférence de Quito. J'ai suivi de près le processus d'Habitat III comme Chargé de mission auprès de la co-présidente française du Comité préparatoire. Parmi les pays africains, seul le Kenya a été très actif pour une bonne raison : le pays souhaitait conserver le siège de ONU-Habitat. Mis à part ce pays, les autres pays ont été très absents de cette conférence. Où étaient ces États ?

XC : Les pays du Sud sont présents dans le processus. Lors de l'élection pour la présidence du comité de direction de la campagne urbaine mondiale, nous avons pu constater que l'évolution récente de la campagne s'est faite vers les acteurs du sud proches du terrain sans doute et professionnels du plaidoyer certainement. C'est Rose Malokoane, la porte-parole de Shack/sium Dwellers International (SDI) qui a été élue. La vice-présidence a été acquise par Action-Aid, qui est une ONG indienne avec des antennes dans d'autres pays centrée sur les sujets de développement communautaire.

JC : Je ne suis pas africain, moi, je suis suisse, plus précisément de Lausanne. Je reçois parfois des courriels, j'entends des remarques comme la vôtre m'indiquant que je n'ai pas le droit de parler parce que je ne connais pas, parce que je n'y vis pas. Si je ne devais parler que de ce que je vis au quotidien, je ne pourrais parler que Lausanne, vous de Paris et... on ne pourrait pas discuter, échanger, raisonner sur ces questions urbaines, en réfléchissant à une vaste échelle. Au final, on ne pourrait pas débattre, chacun évoquant seulement son quotidien que personne ne pourrait remettre en cause.

Ce décentrement nécessaire répond également à la question de la formation. On peut très bien étudier les villes africaines depuis l'Europe, à condition d'y mettre les pieds régulièrement, de s'informer, et d'être conscient de la nécessité de décoloniser les esprits.

Par ailleurs, concernant l'approche : je ne crois pas à la théorie du ruissellement. Il est nécessaire de penser et d'ailleurs les habitants ordinaires à pouvoir avoir des services essentiels, une ville faite à leur dimension. L'argent des élites n'est bien souvent pas réinvesti dans le pays. Il est donc nécessaire que la coopération appuie la cohésion sociale et urbaine des villes en développement.

Charles Arno Ekoume, Directeur Afrique iHorse Technologie : Je vous remercie de ce débat qui m'intéresse vivement. Pour autant, il y a une question à laquelle vous n'avez pas véritablement répondu : « c'est quoi la ville africaine ? ». Quand j'étais petit, à Yaoundé, ma mère m'envoyait en ville : c'était à la Poste centrale. 40 ans après, rien n'a changé : il y a la ville et le reste de Yaoundé. Vous n'avez pas fait votre travail en 40 ans. La ville n'a pas changé.

L'autre point qui me semble important, c'est la question de l'implication des autochtones dans les études, dans le processus de développement urbain. Il faudrait impliquer les autochtones, faire travailler les urbanistes, les architectes locaux...

Valérie Mavougou, architecte : La question reste ainsi : qui fait la ville ? La question de l'implication d'une expertise locale renvoie à celle de la gouvernance de nos villes. Ce sont nos élites qui ne nous font pas confiance. Elle préfère utiliser les ressources des acteurs étrangers, extérieurs au contexte. Le problème, ce n'est pas les experts internationaux !

Alain Godonou, spécialiste du patrimoine, UNESCO : Je voulais revenir sur la question du patrimoine. À Porto-Novo, Xavier Crépin a contribué à l'édification de l'École du Patrimoine africain. Cette école a permis de développer des visions du patrimoine spécifiques. Je voudrais également comprendre pourquoi les aménageurs, architectes et urbanistes n'intègrent pas dans leurs réflexions la question de l'économie de traite, qui a conditionné le développement de certains centres urbains.

François Noisette, urbaniste, Kalutere Polis : Mon intervention sera courte. Je voulais tout d'abord observer que les villes ne marchent pas si mal que cela, malgré toutes les difficultés : problème de gouvernance, manque de ressources, personnel parfois en attente de formation.

XC. Il y a effectivement un débat afro-africain. On nous reproche d'intervenir tout en sachant que l'on y va parce que l'on nous demande d'intervenir. Le problème, c'est que les élites africaines ne font pas confiance aux expertises locales. Pourtant, les choses évoluent, certes lentement. Comme je le disais, des écoles ont été mises en place, des formations ont été données pour qualifier les acteurs locaux.

JC. Il est important effectivement de prendre en compte l'expertise africaine, que nous essayons de valoriser, de former sans cesse. Mais si on nous appelle, ce qui est le cas, nous venons pour travailler sur le développement des villes. C'est un processus international.

Par ailleurs, je ne peux qu'être d'accord avec vous de la différence entre les contextes. Si, pour caricaturer, je prends l'exemple de Lausanne, ville suisse dans laquelle je réside, la réalité est tout autre. Dès qu'il y a un trou dans la route, il y a des dénonciations des habitants qui manifestent leurs souhaits de voir le trou être rebouché. C'est le branle-bas de combat... Mais tout ceci ne m'empêche pas d'agir dans les villes du Sud, de proposer une approche décomplexée, en dialoguant avec les acteurs africains.

XC. Pour conclure, je souhaitais vous lire une citation de Catherine Coquery-Vidrovitch :

« Les urbanistes africains, formés aux techniques et au moule occidentaux, ne peuvent espérer servir à quelque chose sur le terrain que s'ils savent allier à leur savoir un pragmatisme clairvoyant, faute d'avoir encore réussi à inventer et à imposer des règlements et des pratiques d'urbanisme susceptibles d'intégrer à la fois l'héritage *coutumier*, la créativité populaire et les nécessités d'une planification *moderne* »⁸.

⁸ Coquery-Vidrovitch, C. (1988) *Villes coloniales et histoire des Africains*, l'Harmattan, Paris.

JC. Quant à moi, je voulais me référer à un ouvrage sur Douala et Kigali, écrit par l'un des membres présents à cette table « Douala & Kigali. Villes modernes et citadins précaires en Afrique » de Benjamin Michelin aux éditions Karthala.

Benjamin Michelin : Je vous remercie tous. Merci aux deux débatteurs pour s'être prêté au jeu et avoir fourni un débat de qualité et merci aux participants d'être venus si nombreux pour discuter de ces questions qui nous interpellent. Nous vous souhaitons une belle soirée et nous vous tiendrons informés des prochains évènements AdP Villes en Développement.

Paris/Bordeaux/Lausanne, le 19 novembre 2017
Compte rendu rédigé par Benjamin Michelin,
amendé et validé par les débatteurs.